

23 novembre 1996 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, dans "Le Figaro" le 23 novembre 1996, sur ses goûts esthétiques et ses ambitions en matière de politique culturelle, la valorisation des enseignements artistiques, la reconquête de la notion de patrie culturelle, l'égalité des chances par la culture.

QUESTION.- Pourquoi Malraux au Panthéon ? Qui en a eu l'idée ?

- Jacques CHIRAC.- C'est Pierre Messmer qui me l'a proposé, dans le cadre de la célébration du 20ème anniversaire de la mort d'André Malraux. Cette idée m'a paru immédiatement évidente. Pour tout ce qu'a été André Malraux, le combattant de la liberté, le passionné de justice, le découvreur d'art, l'écrivain, le compagnon plus que fidèle du Général, l'inventeur du ministère de la culture. Mais aussi, parce qu'il a fait rêver plusieurs générations, à force de panache. Pour lui-même et pour la France.

- QUESTION.- Ne craignez-vous pas que cette vague Malraux ne tombe un peu à plat ?

- LE PRESIDENT.- Au contraire. Nous sommes dans une période incertaine, un moment charnière entre deux époques. Beaucoup de Français sont en quête de repères, de références. Il y a une nostalgie de ce que représente André Malraux : l'action, l'engagement, la capacité de donner des réponses personnelles aux questions qui se proposent à tout homme. Je souhaite que ces commémorations, avec le temps fort de l'entrée au Panthéon d'André Malraux, soient pour les Français l'occasion de communier dans des valeurs collectives, par exemple la fraternité, la volonté de construire sa vie au lieu de la subir. Et de s'apercevoir que ces valeurs sont actuelles, et exigeantes.

- QUESTION.- Vous avez été dans les mêmes gouvernements que lui (Pompidou 1967-1968, Couve de Murville 1968-1969). Quels rapports entreteniez-vous avec lui ?

- LE PRESIDENT.- J'étais un simple secrétaire d'Etat, et lui un ministre d'Etat, et bien davantage encore. Mais j'avais de bonnes relations avec André Malraux. Je l'avais bien connu parce que j'étais le rapporteur de la Commission du Plan chargée des affaires culturelles, présidée par André Chastel, qui avait eu l'idée d'un inventaire des richesses artistiques de la France, projet qui a vu le jour grâce à et par André Malraux. Il m'est arrivé de déjeuner avec lui chez Lasserre, et je me souviens de conversations très animées sur le rôle des fétiches dans notre découverte des arts africains. En fait, tout a commencé avec les fétiches... Il était fascinant de l'écouter, ses réflexions prenaient très vite une dimension prophétique...

- QUESTION.- L'avez-vous revu après son départ du pouvoir ?

- LE PRESIDENT.- Non, jamais.\

QUESTION.- Dans quel Malraux vous reconnaissez-vous personnellement aujourd'hui ? Le compagnon du Général, l'écrivain, l'amateur d'art, l'aventurier, l'homme d'action, le concepteur de culture ?

- LE PRESIDENT.- J'admire les différents visages de Malraux. Particulièrement l'homme d'action et l'amateur d'art.

- QUESTION.- Pas le compagnon du général ?

- LE PRESIDENT.- Malraux était un compagnon du Général. Personnellement, je veux être fidèle à l'héritage moral et politique du gaullisme.

- QUESTION.- L'écrivain n'a-t-il pas vieilli ?

- LE PRESIDENT.- Au-delà des écrits sur l'art, qui gardent leur originalité et leur fulgurance, je trouve que les grands romans de Malraux, particulièrement L'Espoir, que j'ai relu il y a quelques mois, sont extraordinaires d'intensité, d'ampleur. Il y a une urgence, presque journalistique, mise au service de réponses métaphysiques. L'émotion n'a certainement pas vieilli.

- QUESTION.- Quel Malraux entendez-vous honorer publiquement par le transfert des cendres ?

- LE PRESIDENT.- Tous, bien sûr. Quand Victor Hugo est entré au Panthéon, la France a honoré le géant de la littérature, mais aussi le chantre de la République. Et c'est la même chose pour Zola ou pour Voltaire.\

QUESTION.- Dans la conception culturelle de Malraux, quel aspect retenir-vous particulièrement ? Son refus d'une hiérarchie des cultures ? Son rejet d'une conception aristocratique du savoir ? Sa vision d'une voix française de la culture ? Son exigence de liberté ?

- LE PRESIDENT.- Le refus d'une hiérarchie des cultures, parce que c'est une approche profondément ouverte et généreuse, et profondément moderne. Et aussi, et surtout, le rejet d'une conception aristocratique du savoir. L'idéal de partage, qui a vraiment "porté" le concept des Maisons de la culture, me touche beaucoup. Bien entendu, il n'y a pas de culture sans liberté de créer. Bien entendu, le rayonnement culturel de la France est un enjeu considérable, mais l'idée de "démocratie culturelle" est pour moi primordiale.

- QUESTION.- C'est l'ambition culturelle de votre septennat ?

- LE PRESIDENT.- Oui : l'égalité des chances par la culture.

- QUESTION.- Comment traduire cette idée aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Tout se joue autour de l'enfant. L'objectif est de donner à chaque enfant sa chance culturelle. Cela doit commencer, très tôt, à l'école, par une lutte efficace contre l'illettrisme. Les enseignants font un travail remarquable, et nous avons d'excellentes écoles maternelles et primaires. Mais les maîtres sont aujourd'hui confrontés à des cas très difficiles. Des enfants qui vivent tellement en dehors de l'expression orale, de la simple communication au sein de leur famille, qu'ils sont d'emblée démunis face aux techniques actuelles d'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Il y a une réflexion à conduire en matière de formation des maîtres, de nouvelles pédagogies à trouver. Faire en sorte qu'il n'y ait plus d'enfants entrant en sixième sans maîtriser la lecture et l'écriture, c'est vraiment l'une des ambitions de mon septennat.

- Toujours à l'école, je veux rouvrir le chantier des enseignements artistiques. D'autres pays, comme l'Italie, réussissent à faire de leurs jeunes élèves les citoyens d'une même patrie culturelle, parce qu'on leur enseigne très tôt l'histoire de l'art, les disciplines de la sensibilité qui leur donnent les mêmes références et leur permettent de communier dans les mêmes émotions. Nous devons avoir la même démarche. Pour cela, il faut donner aux maîtres la formation nécessaire, modifier les programmes, non seulement pour rétablir un minimum d'égalité des chances par rapport à la culture, mais aussi pour renforcer la cohésion sociale. Je me souviens par exemple d'un reportage à la télévision, sur un collège de ZEP, où les élèves, de toutes origines, répétaient un opéra en latin. C'était un vrai défi, qui avait fait d'une classe disparate un groupe soudé, très fier d'avoir réalisé, ensemble, quelque chose de difficile. Il y a donc un plan national pour les enseignements artistiques à mettre en oeuvre, sur plusieurs années, en liaison, bien sûr, avec les conservatoires, les écoles spécialisées, qui vont eux aussi bénéficier d'une nouvelle loi, préparée par le ministre de la culture.

- La question centrale, dans le droit-fil du rêve d'André Malraux, c'est de donner à chacun les clés de notre patrimoine commun. Pour moi, la nouvelle Fondation du patrimoine, c'est justement cela : rendre aux Français le patrimoine de proximité, telle grange, tel moulin, telle fontaine... qui fait la richesse d'un village, d'une région. C'est encore un enjeu de démocratie culturelle.\

QUESTION.- En dehors du patrimoine et des enseignements artistiques, qu'y a-t-il à promouvoir ?

- LE PRESIDENT - Tout ce qui fait l'identité culturelle de la France, ce qui fait de notre pays une

- LE PRESIDENT.- Tout ce qui fait l'identité collective de la France, ce qui fait de notre pays une nation culturellement vivante. La création, sous toutes ses formes. Je pense, par exemple, à notre cinéma, qui est au premier rang du cinéma européen, qui s'exporte, qui s'est donné les moyens, non seulement de résister, mais de se développer & notre système d'aides est d'ailleurs en passe de servir de modèle.

- Et puis, j'y reviendrai, il faut jouer la carte de la francophonie, être présent sur les réseaux de l'information internationale, et prendre toute notre place dans la construction d'une Europe de la culture.

- QUESTION.- Votre ministre parle de refondation de la politique culturelle de la France. De quoi s'agit-il ?

- LE PRESIDENT.- Il s'agit simplement de s'adapter à un paysage culturel qui a complètement changé en trente ans. Quand André Malraux était ministre des affaires culturelles, toute la politique culturelle de la France dépendait de l'Etat. Aujourd'hui, elle est conduite et financée, pour les deux tiers, par les collectivités locales et les associations.. Dans ce contexte, qui est celui de la décentralisation, les méthodes, les structures ne peuvent rester les mêmes. Le partenariat devient un concept clé. Le ministre de la culture a souhaité réadapter le ministère à ce nouveau paysage et à ses nouvelles missions. D'où l'idée d'une refondation sur laquelle vient de travailler la commission Rigaud. C'est une démarche que j'approuve.

- QUESTION.- Longtemps, le sens commun a établi une répartition unilatérale des pouvoirs en France : le politique à la droite, le culturel à la gauche. Cette distinction a-t-elle encore un sens à vos yeux ?

- LE PRESIDENT.- Non. Le clivage traditionnel droite-gauche est, me semble-t-il, de moins en moins pertinent. Cela vaut pour la culture comme pour tout le reste.

- QUESTION.- Vous vous déclarez hostile aux Grands Travaux. Pourquoi créer un Musée des Arts Premiers au Trocadéro ?

- LE PRESIDENT.- Parmi les Grands Travaux, j'ai toujours trouvé que le Louvre était une superbe réussite. C'est vraiment l'un des plus beaux si ce n'est le plus beau musée du monde. Je ne veux pas ajouter aux Grands Travaux. Je voudrais simplement que la colline de Chaillot devienne un haut lieu des civilisations et des arts qui ne sont pas au Louvre. Nous pouvons avoir un ensemble extraordinaire, avec d'un côté Guimet, pour l'Asie, qui va être rénové, et de l'autre le futur Musée du Trocadéro, avec l'Afrique, l'Amérique précolombienne, l'Insulinde, l'Arctique, l'Océanie, bref, les trois quarts de l'humanité.

- Un Musée du Trocadéro qui sera tout à la fois le Musée de l'Homme, des Civilisations et des Arts, j'y insiste, avec une double dimension, artistique et scientifique. Et sa vitrine sera au Louvre, où seront rassemblés, dans un lieu propice, des chefs d'oeuvre absolus.

- Ainsi, l'on pourra admirer une statue Fang exceptionnelle au Louvre, et découvrir, au Musée du Trocadéro, l'histoire de cette oeuvre, à quoi elle correspond dans une approche ethnologique, religieuse, géographique.. C'est un nouveau type d'établissement qu'il faut inventer au Trocadéro, en liaison naturellement avec le Muséum d'Histoire naturelle.

- QUESTION.- C'est quand même un nouvel établissement ?

- LE PRESIDENT.- Oui, mais qui s'inscrit dans l'existant. D'ailleurs, la rénovation du Musée de l'Homme, plus que nécessaire, était décidée depuis longtemps.\

QUESTION.- D'où vous vient cette prédilection pour les cultures lointaines ou exotiques dans l'espace et dans le temps : les Taïnos, les Celtes, les Arts premiers, l'Afrique ou l'Extrême-Asie ?

- LE PRESIDENT.- D'une extrême curiosité, je pense, et d'un goût pour le beau, sans exclusive. J'ai d'abord découvert l'Asie vers 14-15 ans, en étant très assidu au Musée Guimet. Le reste est venu peu à peu au hasard d'expositions, de voyages, de lectures, de visites chez les antiquaires...

- QUESTION.- On dirait que vous cherchez à vous exiler de la culture classique occidentale ou française ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas vrai. Tenez, par exemple. Ici, dans mon bureau, j'ai deux rhinocéros qui sont l'oeuvre d'un élève de Dürer. En 1515, le deuxième événement, en dehors de Marignan, c'est l'arrivée d'un rhinocéros africain au Portugal. Cet animal fascine les foules et Dürer va en faire de nombreux dessins. Ces deux pièces datent environ de 1520. Là, j'ai une

statue précolombienne de Veracruz - VIII<sup>ème</sup> siècle. Ici, deux dragons Ming. Là-bas, près du canapé, trois bronzes français du XVII<sup>ème</sup> siècle, très classiques, et à côté, une tête de cheval préhellénistique. Ici, sur mon bureau, j'ai un petit bouddha de la période Sukhothai, qui appartenait au président Pompidou, et qui m'a été offert par Claude Pompidou. A côté, une statuette Bambara. Vous voyez, c'est tout à fait éclectique. En réalité, à quelques semaines d'intervalle, j'ai éprouvé de grandes émotions à l'exposition Nara et à l'exposition Picasso...

- QUESTION.- De toutes ces cultures, lesquelles vous fascinent le plus ?

- LE PRESIDENT.- Je dirais que j'ai une tendresse particulière pour les cultures injustement ignorées. Par exemple, quand toute l'Europe a célébré à sons de trompe Christophe Colomb, j'ai souhaité pour ma part rendre hommage aux peuples qui ont été les victimes de la découverte du Nouveau Monde. Et c'est pour cela que nous avons monté l'exposition de l'art des Taïnos. Vous savez, les peuples sont très sensibles au fait que l'on reconnaisse leur culture. Ainsi, le projet du Trocadéro me vaut de très nombreuses lettres de chefs d'Etat ou d'ambassadeurs, notamment d'Amérique latine, qui disent combien ils se sentent honorés par cette démarche. Et quand, je vais en Chine ou au Japon, les échanges, les discussions, y compris économiques, sont facilités par la connaissance de la culture de l'autre, qui est un signe de respect. Je l'ai observé très souvent.

- QUESTION.- Le musée du Trocadéro, soit. Que faire du Musée de la Marine ?

- LE PRESIDENT.- Je voudrais un Musée de la Marine qui fasse rêver. Jusqu'à présent, nous avons un Musée de la Marine au sens militaire du terme. Il est magnifique mais il est un peu ancien, et il n'a pu remplir, faute de place notamment, les missions qui lui avaient été fixées au départ. Je souhaite que l'on trouve un lieu, peut-être près de la Seine, qui devienne, au-delà d'un Musée de la Marine, le lieu de l'aventure maritime en général. Jean-François Deniau travaille dans cette direction et fera des propositions dans quelques semaines. Nous avons eu et nous avons aujourd'hui en France des marins mythiques, des explorateurs fabuleux, comme Jean-Louis Etienne par exemple, qui font rêver, et notamment les jeunes générations. J'aimerais que la passion de l'aventure inspire ce lieu. C'est une passion qui est partagée par tous les Français.

QUESTION.- Y a-t-il un problème d'identité culturelle de la France ? Est-il vraiment d'actualité à l'heure de la fracture sociale ?

- LE PRESIDENT.- Fracture sociale et problème d'identité culturelle sont évidemment liés. Une personne qui perd son emploi, avec toutes les conséquences que cela peut avoir en termes de relations familiales, en termes de logement, va perdre peu à peu son identité sociale et culturelle. Le premier travail qu'essaient d'accomplir les travailleurs sociaux - c'est l'objectif notamment du Samu social à Paris - c'est de rendre à cet homme ou à cette femme en voie d'exclusion sa dignité, son intégrité physique, son identité. J'évoquais tout à l'heure la culture pour tous, l'idée de faire de chaque enfant le futur citoyen d'une même patrie culturelle. C'est essentiel. Développer le sentiment d'appartenance à la communauté nationale, par la culture, par l'instruction civique, par la transmission de valeurs, c'est donner à chaque enfant les armes intellectuelles, morales, psychologiques qui lui permettront de trouver sa place et de faire son chemin.

- QUESTION.- Est-ce une réponse au culte de la différence et à la tentation du repli communautaire qui s'expriment tellement aujourd'hui ?

- C'est la seule réponse possible. L'affirmation de valeurs républicaines et nationales contre les dérives communautaires. Je respecte profondément les identités culturelles et religieuses mais je suis convaincu qu'elles ne doivent jamais l'emporter sur l'identité nationale, sur la citoyenneté. Un patrimoine culturel commun est une composante essentielle de cette citoyenneté. Quand on valorise à l'excès ce qui sépare, au détriment de ce qui rassemble, par exemple, le langage, les mots, les tournures qui se développent dans telle ou telle banlieue, on ne rend pas service à l'intégration, et on favorise le risque de ghettoïsation. C'est le contraire qu'il faut faire : donner vie à la notion de patrie culturelle. C'est elle qu'il faut reconquérir, d'abord à l'école, mais aussi au plan européen.

QUESTION.- Certains disent qu'il n'y a pas une mais des cultures européennes ? Qu'en pensez-

vous ?

- LE PRESIDENT.- Il y a bien sûr des cultures européennes, très différentes les unes des autres. Par exemple, la culture scandinave et la culture grecque. Mais au-delà de ces différences, je ferai deux observations.

- La première, c'est qu'il a existé une Europe culturelle. Je pense à la Renaissance ou au siècle des Lumières. Les grands intellectuels, les lettrés, les écrivains, les étudiants et bien sûr les musiciens allaient d'une cour à l'autre, d'une grande ville universitaire à l'autre. Il y avait vraiment un - marché commun - des talents, tradition d'échanges et d'enrichissement mutuel qui se perpétue. Peter Brook, Carolyn Carlson, Tahar Ben Jelloun ou Andreï Makine à Paris s'inscrivent, en quelque sorte, dans une tradition qu'ont illustrée Voltaire chez Frédéric II et Diderot chez la Grande Catherine. Et cette Europe de la culture a une réalité d'autant plus forte que le rideau de fer est tombé et que l'Europe de l'Est, culturellement, réoccupe pleinement sa place dans l'Europe. Voyez les cinéastes, la palme d'or qu'a obtenue Kusturica au Festival de Cannes. Tout cela est riche de promesses pour l'avenir.

- Seconde observation : ce n'est pas tant de définir une "culture européenne" qui importe que de donner à l'Europe, aux Européens, les moyens d'exister culturellement.

- QUESTION.- Vous voulez dire : face à l'impérialisme américain ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a pas que les Américains, et je pense par exemple aux mangas. Cela n'a d'ailleurs rien à voir avec la vraie culture américaine ou japonaise. Il y a une sorte de "formatage" des oeuvres, dans le cinéma, l'audiovisuel, les nouvelles technologies, etc. C'est contre cela que l'Europe doit se battre. En défendant son exception culturelle. En tenant bon sur des choses aussi importantes que la directive Télévision sans frontières, qui institue des garde-fous dans l'audiovisuel. Mais aussi en adoptant une attitude offensive. Ce qui passe, bien entendu, par la défense de nos langues.

- QUESTION.- C'est la francophonie contre l'impérialisme culturel ?

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est la francophonie, mais aussi la défense de toutes les langues majeures, contre le monoculturalisme, le monolinguisme. L'enjeu est d'autant plus grand que c'est en défendant les langues les plus parlées, de l'espagnol à l'hindi en passant par le français, que l'on sauvera aussi les langues plus rares. C'est pour cela que le combat de la francophonie ne doit pas se tromper de terrain. Le premier objectif, c'est de défendre le français partout dans le monde. Le deuxième, c'est de promouvoir le trilinguisme en Europe, afin que chaque jeune Européen apprenne deux langues étrangères, en dehors de sa langue maternelle, ce qui donnera toutes ses chances au Français. Le troisième objectif, c'est d'occuper l'espace des nouvelles technologies et de la communication. D'où l'intérêt que j'attache, dans le domaine de l'audiovisuel extérieur, à une chaîne internationale d'information en continu, qui transmettrait partout les images de la France.\

QUESTION.- Les Français sont de plus en plus tentés par le repli. Est-ce qu'ils peuvent s'intéresser à l'Europe de la culture ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que l'Europe reste justement trop abstraite, trop liée à l'économie. Les Français s'intéresseront à l'Europe si elle a un visage social, un visage culturel, si elle s'implique dans les grands problèmes de société. Je pense à la protection de l'enfance. Je pense à la sécurité. Je pense à la toxicomanie. Nous avons besoin d'une Europe à visage humain, et il n'y a pas d'humanisme sans dimension culturelle.

- QUESTION.- On vous presse de parler, le monde politique vous interpelle. Face à la dépression collective que connaît la France, avez-vous une réponse culturelle à donner ?

- LE PRESIDENT.- Je dirais simplement aux Français que nous sommes en train de changer d'époque, ce qui suppose que nous nous adaptions, comme le font toutes les autres grandes démocraties et sans prendre davantage de retard, aux réalités d'aujourd'hui. Mais nous le ferons avec notre culture, et non pas contre elle. Un Etat fort, qui assume ses missions, une protection efficace des citoyens, un souci constant de l'individu en tant que tel participent de cette culture. Mais aussi l'ouverture sur le monde, le rêve d'une France qui défend ses valeurs, celles de la République, au-delà des frontières.

- C'est en restant complètement elle-même que la France pourra se transformer. Mais rester elle-

- C'est en restant complètement elle-même que la France pourra se transformer. Mais rester elle-même, c'est s'ouvrir, c'est se projeter sur l'extérieur, et non pas se replier sur son pré carré. Je vous renvoie à la réflexion d'André Malraux : "La France n'est jamais plus grande que lorsqu'elle l'est pour tous..." \